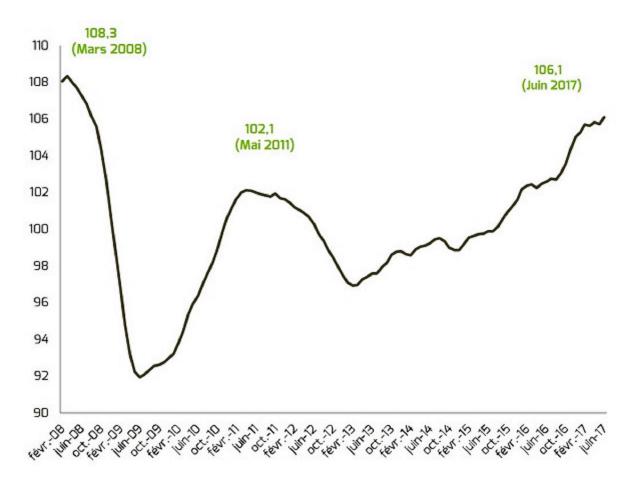
Note de conjoncture



Un dynamisme économique qui cohabite avec des difficultés sociales et territoriales



L'indicateur synthétique CESER montre une grande prudence de la part des acteurs économiques (investissements, embauches...)

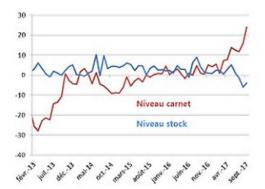
Contraste sur les indicateurs sociaux et territoriaux

A la fin juin 2017, le taux de chômage s'établit à 9,3%, soit 1 point de moins que le pic de juin 2015. Mais de fortes disparités existent au sein de la région, allant de 5,7% pour la zone d'emploi de Wissembourg à 12,9% dans celle de St-Dié-des-Vosges. Selon les zones d'emploi, les écarts d'ancienneté dans la durée d'inscription à Pôle Emploi sont de 120 jours et restent un facteur discriminant pour les territoires ayant le plus souffert de la crise.

Vers les 100 000 frontaliers au Luxembourg fin 2018

Une part de plus en plus importante de la population active de la région travaille dans un pays étranger : 185 000 personnes à la fin du deuxième trimestre 2017, en augmentation de 27 000 depuis 2010. Le Luxembourg, avec 94 500 travailleurs frontaliers français, pourrait atteindre les 100 000 à la fin 2018.

>> Consulter la note de conjoncture



Perspectives encourageantes confirmées

Les carnets de commande se sont clairement étoffés ces derniers mois, atteignant un niveau inédit sur les 4 dernières années. Parallèlement, les stocks deviennent inférieurs aux besoins normaux. Ce décalage est clairement un signe d'activité dynamique.

Catégories A,B et C	Evolution sur 3 mois	Evolution sur 1 an
Ardennes	-1,1%	-5,0%
Aube	0,5%	-3,6%
Bas-Rhin	1,5%	-2,6%
Haute-Marne	1,5%	-5.5%
Haut-Rhin	2,9%	-6,4%
Marne	1,0%	-5,6%
Meurthe-et-Moselle	1,1%	-3,4%
Meuse	2,7%	-5,0%
Moselle	1,1%	-3.1%
Vosges	-0,2%	-2.7%
Grand Est	1,2%	-4.0%
dont hommes	Q4%	-6.9%
dont femmes	2.1%	-0.7%
France métropolitaine	2,7%	-2,2%

Tendance à la baisse interrompue

On compte **66 240 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans** en
région Grand Est. Sur 3 mois, leur
nombre a augmenté de 790 (+1,2%)
mais sur un an, il a baissé de presque 3
000 personnes (-4%). La baisse
annuelle concerne la totalité des
départements tandis que **la baisse trimestrielle ne subsiste plus que dans les Ardennes et les Vosges**.







Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en écrivant au Conseil Économique Social et Environnemental de la région Alsace Champagne-Ardenne Lorraine 5 rue de Jéricho - CS 70441 - 51037 CHALONS-EN-CHAMPAGNE.

Mentions légales | Politique de confidentialité